

L'état (très critique) des territoires

Le Conseil national économique et social arrivera au terme de son exercice — la consultation nationale sur le développement local et les attentes des citoyens — ce jeudi. Aux rencontres de wilaya ont succédé des assises régionales, et enfin les rencontres nationales, pour finaliser les recommandations qui seront inscrites dans le programme national des réformes en vue de leur mise en œuvre par le gouvernement.

L'exercice, qui intervient au titre d'une saisine du président de la République, est d'arriver à formuler des «recommandations appropriées à même de concourir à l'amélioration de la gouvernance des collectivités locales ainsi que celle des relations de l'administration et des citoyens».

L'auteur de la saisine avait surpris plus d'un en la rattachant à l'objectif de «faire progresser davantage le système politique démocratique et pluraliste que les Algériennes et Algériens ont institué voilà deux décennies». Beaucoup d'observateurs ont vu dans l'exercice une manière forte de relancer le chantier de la Commission de réforme des missions de l'Etat dont les conclusions et recommandations ont été vite enterrées, quoiqu'elles demeurent toujours d'actualité. La relance de cette réforme à partir des territoires, à partir de la base, va-t-elle enfin la mettre à l'abri des coups tordus ?

L'amplification du discours sur les réformes ne peut être porteuse de changement que si elle passe par une lecture critique des expériences écoulées. Or, que pourrait suggérer une telle lecture ? Principalement deux enseignements : d'abord que les échecs successifs résultent de parasitages et de ruptures récurrentes d'inspiration aussi bien interne qu'externe (à l'instar des désordres instaurés par les communes islamistes du FIS, les Délégations exécutives communales et les contraintes de l'ajustement externe du FMI). L'échec résulte ensuite des résistances bureaucratiques et des visions administratives «descendantes».

Dans le contexte historique particulier que traverse notre pays, l'entente en question vise à panser et à soigner — dans le prolongement de la politique de dialogue et de réconciliation nationale — les lignes de fracture ayant affecté la société, d'une part, les rapports de celle-ci à l'Etat, d'autre part. Ce faisant, elle consolide le front intérieur à un moment de fortes tensions et menaces extérieures immédiates de fragmentation sociale et territoriale. Aujourd'hui et pour l'essentiel, il s'agit d'œuvrer à la reconfiguration et à la construction d'un Etat efficace, anticipateur, innovant, garant de la justice sociale et de la légalité. Le développement local est à diagnostiquer en termes de gouvernance d'un Etat solidaire, fort et responsable.

L'objectif d'ensemble dévolu au développement local est alors de surmonter la délégitimation de l'Etat, la violation de son impartialité, la désorganisation des services publics et d'autres maux et insuffisances qui entravent le fonctionnement démocratique consensuel des institutions. Il s'agit donc de «s'entendre». Cela suppose que l'exercice soit accompli par les parties en présence de bonne foi, hors de toutes «hégémonies de vues». En d'autres termes, il ne s'agit pas de faire le procès de qui que ce soit mais d'asseoir les termes d'un accord en vue d'une action concertée. Dans le même temps, indique la note d'organisation de la concertation nationale, il convient de «s'écarter des rencontres alibis, de la routine, de la vision bureaucratique, ainsi que de toute hégémonie de vue des pouvoirs publics». Il s'agit, indique-t-on encore, d'une «ingénierie de contact direct» qui implique «d'être en mode écoute optimum de sorte à élargir le spectre de réfraction de la parole restituée à toutes les populations cibles répertoriées».

Une attention particulière est accordée ici au Grand Sud, aux Hauts-Plateaux, aux zones frontalières et de montagne, lourdement frappées par la décennie rouge et le terrorisme. C'est dans cet

état d'esprit que le président du Cnes, M. Mohamed Séghir Babès, a animé les rencontres locales et territoriales tenues dans une première phase à l'échelle de la plupart des wilayas. Ces rencontres ont permis d'identifier les déterminants majeurs des déficits en matière de développement local formulés par les citoyens, les élus et les organes déconcentrés de l'Etat, en vue de leur prise en charge. Les assises tenues à l'échelle régionale ont pris la forme de quatre ateliers dédiés aux questions suivantes dont le seul intitulé indique les pistes d'effort proposées :

- les prérequis d'un développement local renoué (tropismes institutionnels, ressources et infrastructures) ;
- les réformes à engager pour un service public performant et de qualité dans un contexte extérieur de démantèlement (avec la nécessaire réhabilitation de ce service public dans des espaces aussi divers que l'éducation, la formation professionnelle, l'environnement, l'énergie, etc) ;
- les articulations des espaces de gouvernance du développement local (relations élus, exécutifs locaux, administrations centrales) ;
- la participation inclusive et normée de la société civile (population et mouvement associatif). De ces écoutes croisées, larges et inclusives, il en est ressorti quelques idées forces que les assises nationales approfondiront. Ainsi, est-il proposé de mesurer la performance du mode de gouvernance des ressources en termes d'impacts sur les territoires et les populations dont les attentes ne sont plus seulement mesurées en besoins primaires et vitaux (de «basic needs») comme il y a quarante ans, même s'il reste des poches géographiques et sociales de pauvreté et de dénuement, mais qualitativement supérieurs, liés à l'exercice de la démocratie participative, au contrôle, à la transparence et l'équité dans la satisfaction de la demande sociale, en un mot à l'Etat de droit. A ce titre, un focus particulier est accordé à la démocratie participative (qui concourt à l'amélioration du bien-être immédiat et quotidien), d'une part, et aux besoins particuliers pressants de la jeunesse, d'autre part. De même que la participation de la femme doit être réelle et non figurative ; et sa présence plus visible. Les grandes pistes de la réforme semblent donc tracées à grands traits.

Il s'agit, en premier lieu, de secouer les tropismes institutionnels et de promouvoir une décentralisation effective en renouant ou en mettant en place les nouveaux instruments de la gouvernance en général et du développement local



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

en particulier (Plans communaux de développement, Plans sectoriels de développement, code communal, code de wilaya, Schéma national d'aménagement du territoire, etc.). En second lieu, il est attendu un accroissement substantiel des ressources locales, notamment foncières et fiscales, qui stimule leur développement et assure leur durabilité.

De même qu'il est envisagé de développer le capital humain et d'accompagner l'émergence des élites locales (savoir-faire locaux, formation professionnelle adaptée, enseignement supérieur de qualité, capacités entrepreneuriales, etc.).

Le quatrième axe d'effort tend à développer la compétitivité locale et territoriale en s'appuyant notamment sur le Schéma national d'aménagement du territoire et le secteur privé (infrastructures d'appui, mise en valeur, ressources naturelles locales, projets régionaux et/ou nationaux structurants).

Enfin, il est escompté de mettre en œuvre systématiquement le principe de subsidiarité dans le traitement local, en liaison avec la société civile (renforcement de la capacité d'initiative des acteurs locaux et mise en réseau, participation de la société civile dans la gestion des affaires locales). Reste à faire rentrer ces principes dans la réalité de tous les jours. Ceci est une autre paire de manches.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

FÉLICITATIONS

La direction, la rédaction et l'ensemble du personnel du Soir d'Algérie ont appris avec joie la naissance d'une jolie poupée prénommée Meriem

venue égayer le foyer de leur collègue Samir Sid. En cette heureuse occasion, ils souhaitent à leur consœur Louiza un prompt rétablissement et une longue vie à la petite princesse.

Félicitations à toute la famille et surtout au «petit aîné» Wassim

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Plaidoyer pour un mandat présidentiel à mort !

Ça y est ! On a retrouvé Hassan Hattab et Abderezzak El Para. Maintenant, y a plus qu'à se mettre à la recherche de...

... la justice !

Cette saison étant celle de toutes les outrances, je ne vois pas pourquoi je resterais au bord de la piste dans ce grand bal des outrages. J'y entre aussi, ne répugnant jamais à ce sport revivifiant qu'est l'excès. On me dit ici et là, plutôt là qu'ici d'ailleurs, que la Constitution va encore une fois subir des violences caractérisées. Au-delà de ma sincère compassion pour cette dame d'un âge certain soumise à un traitement des plus infâmes, des plus dégradants et des plus osés, je m'interroge sur ce qui pourrait lui être infligé de plus, après tout ça. Et j'ai trouvé ! Oui ! J'ai enfin trouvé. Plus fort, plus monstrueux que le mandat à vie. Le mandat à mort ! Ben oui ! Qui pourrait empêcher que cette mandature à mort à la tête du pays soit introduite et adoptée ? Parce que vous pensez réellement qu'il va se trouver dans le «système» des voix pour dire que là, avec cette idée d'un mandat à mort à la place du mandat à vie trop limité dans le temps, la ligne rouge va être franchie ? Peuchère ! C'est mal connaître le système ! Ils sont capables, les bougres, de nous le vendre, ce mandat présidentiel à mort. De faire campagne pour. De le promouvoir. De nous le présenter comme seule issue de sortie de la crise. De nous le donner à voir comme symbole de notre indépendance et de notre spécificité par rapport au diktat démocratique occidental. Les mêmes qui ont battu la campagne pour défendre avant-hier le mandat limité à deux exercices ont fait aussi campagne hier pour le

mandat illimité à vie. Pourquoi diantre s'interdiraient-ils alors de faire encore campagne demain pour un mandat à mort ? D'autant plus que cette option d'un mandat présidentiel à mort, qui se poursuivrait au-delà du décès de son détenteur, le perpétuant à la tête du pays même une fois refroidi, présente un tas d'avantages. D'abord celui de faire l'économie de futurs scrutins présidentiels coûteux et mobilisant trop d'énergies qui pourraient être consacrées à d'autres tâches bien plus utiles, comme l'entretien de la tombe du chef de l'Etat en exercice. Eh oui ! On a beau être décédé, on a besoin, lorsqu'on dirige son pays de l'Au-delà, de voir sa dernière demeure nettoyée comme il se doit.

Surtout lorsque les homologues étrangers, bien vivants eux, se déplacent au cimetière pour s'entretenir avec vous des relations bilatérales, ou encore lorsque les ambassadeurs viennent présenter leurs lettres de créance au bord de votre tombe. Autre avantage, et non des moindres, avec un mandat présidentiel à mort, plus besoin d'exiger des bilans de santé du président ou des communiqués sur son état général. Forcément. Là où il se trouvera, son état sera définitivement stable. Et qui mieux qu'un raïs à l'état de santé éternellement stable pour... stabiliser un pays par ces temps de troubles mondiaux, hein ? Non, assurément, on aurait tort de balayer d'un revers de la main cette idée d'un mandat à mort. Faisons l'effort d'y réfléchir sérieusement. Ça ne coûte rien ! Juste une réforme de la Constitution. Nous n'en sommes pas à ça près, n'est-ce pas ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Promo fin d'année sur Nedjma Pro Contrôle
2000DA = une SIM* + un téléphone

Promotion valable jusqu'au 16 Janvier 2012
*Une ligne Nedjma Pro Contrôle avec le 1^{er} mois offert
Plus d'informations au : 05 50 000 330 - www.nedjma.dz

